

Comment pouvons-nous y parvenir? En premier lieu, nous devrions réaffirmer avec force notre volonté de libéraliser le commerce et notre détermination à faire des NCM un véritable succès. En tant que ministres, nous devons accroître notre engagement politique envers le processus du GATT, et selon moi, il devrait y avoir des réunions périodiques des parties contractantes du GATT au niveau ministériel.

Il est extrêmement important que nous réalisions des progrès sur tous les fronts et que nous présentions des propositions globales à la table de négociation le plus tôt possible. D'autres pays qui ne sont pas membres de l'OCDE et qui ne sont pas représentés à cette table comptent également que des progrès rapides seront accomplis à Genève et craignent que le protectionnisme montant et les différends commerciaux bilatéraux compromettent ces progrès. De même, les milieux d'affaires internationaux espèrent beaucoup de la Ronde Uruguay. Lorsque la Chambre internationale de commerce a rencontré les négociateurs à Genève, le 29 avril, il était très clair que les entreprises voulaient des résultats rapides et le respect du statu quo. Les espérances suscitées à Punta del Este sont bien entendu encore très vives. Il nous faut maintenant négocier, faire des progrès sur tous les fronts et obtenir des résultats concrets partout où cela est possible. Les négociations commerciales multilatérales en cours constituent les négociations les plus ambitieuses de l'histoire du GATT. Nous devons également faire en sorte qu'elles soient les plus fructueuses.

Nous pouvons commencer par chercher les "résultats hâtifs" envisagés dans la Déclaration ministérielle de Punta del Este. Celle-ci stipule que "les accords conclus dans les premières phases des négociations pourront être mis en oeuvre à titre provisoire ou définitif s'il en est ainsi convenu avant la conclusion officielle des négociations". Nous pouvons également accorder la priorité au seul secteur qui n'exige de concessions de la part d'aucun pays, et qui est dans notre intérêt à tous: le renforcement du système du GATT.

Le GATT ne peut pas être simplement une organisation qui applique un accord commercial; il doit s'orienter davantage vers l'établissement d'une politique commerciale et assumer une responsabilité véritable dans la gestion des questions de politique commerciale internationale.

Cela exige des ministres une orientation politique. Contrairement à d'autres organisations économiques internationales, telles que le FMI et la Banque mondiale, le GATT ne tient qu'exceptionnellement des réunions ministérielles.